

Contribution CAL

Janvier 2019 JP vautrin

Les événements liés au mouvement gilets jaunes m'incitent à proposer les éléments suivants pour contribution à la discussion en CAL ; les rubriques sont ouvertes mais non développées.

LE CONTEXTE

Une tendance mondiale au repli sur soi (individualisme, repli nationaliste, exaltation de la notion de patrie, critique acerbe de la mondialisation et de l'Europe...)

Excès et dérives de la mondialisation entraînant perte d'emploi et montée de l'inquiétude pour l'avenir.

Mise en cause de l'Europe, de sa gestion et du manque de démocratie en son sein.

Montée de l'intolérance face à l'étranger et aux migrants.

Confusion entre les dérives et crimes islamistes et les pratiquants d'une religion.

Développement des réseaux sociaux par internet avec les dérives dues à l'immédiateté, les fake-news, les théories complotistes...

Éclatement de la société française en 4 groupes : les très riches (quelques pourcents), la classe aisée (majoritaire dans les villes), la classe moyenne « basse » (celle à mon avis majoritaire chez les gilets jaunes) et la classe des pauvres et très pauvres (chômeurs, femmes seules, sdf, rds...)

La fracture géographique en 3 parties : les villes (importantes et moyennes), le tissu rural (proche des villes et de ses avantages mais insatisfaction réelle ou fantasmée) et la ruralité (souffrant cruellement du manque de structures)

La fracture internet, entre ceux qui maîtrisent l'outil et les autres démunis d'accès et de formation.

La fracture politique entre ceux qui votent et les abstentionnistes systématiques.

La fracture idéologique avec l'effondrement des partis de gouvernement (ps et républicains) et absence de majorité claire de gouvernement. Quatre groupes (entre 20 et 25) autour de l'extrême droite, de l'extrême gauche, d'une droite déboussolée et du macronisme. On notera l'effondrement apparent de la social-démocratie.

Fracture sociologique entre les « élites » et le « peuple » terminologie utilisée par les populistes de tous poils.

Le repli communautaire principalement pour personnes soit de culte musulman, soit d'origine africaine et asiatique.

Erreurs du gouvernement Macron/Philippe lors de sa première année : curseur trop à droite pour le social par exemple diminution des APL, augmentation de la CSG pour faibles revenus (corrigée depuis)... et faute de communication sur les choix (taxes, impôt sur la fortune, augmentation des prix à la pompe...)

Accumulation d'erreurs depuis 30 ans par des gouvernement de droite et de gauche. Erreurs qui ne peuvent être reprochées au gouvernement actuel mais qu'il a eu la maladresse de ne pas corriger.

Montée de l'incivilité et de l'intolérance généralisées.

Montée de l'hostilité face aux inégalités les plus criantes (revenus excessifs de la classe dirigeante).

Disparition ou plutôt inefficacité des intermédiaires de négociation (syndicats, associations...)

Crise sociétale : dans certaines banlieues, les jeunes peuvent refuser le travail (souvent mal payé) et être tentés par le trafic de drogues et la prostitution.

Médiocre représentation de la population dans sa diversité dans les instances nationales et régionales.

Difficultés du dialogue social et politique.

Tous ces points juste recensés ci-dessus méritent développement et discussion.

- Comme référence, on lira avec intérêt l'ouvrage de Yasha Mounk « Le peuple contre la démocratie » qui se révèle comme une excellente analyse du temps présent avec la dissociation émergente entre démocratie et libéralisme (au sens noble du respect des libertés essentielles). Trois dérives sont recensées : Démocratie mais sans

libertés, libertés sans démocratie, non démocratique et liberticide .
Yasha Mounk propose quelques pistes intéressantes pour corriger les dérives présentes (à lire)

LA CRISE DES GILETS JAUNES

Oui les classes moyennes « basses » vivent très mal et leur mouvement n'attendait qu'un déclic pour se manifester. Il doit être considéré, du moins à ses débuts, avec attention. Le gouvernement se doit d'agir et orienter le curseur plus à gauche du point de vue social. Oui la démocratie représentative doit évoluer vers une démocratie participative mais avec précaution pour éviter les risques liés au RIP (utilisation populiste du référendum)

- Oui ce mouvement des gilets jaunes, aujourd'hui travaillé et manipulé par les extrêmes, peut être dangereux pour la démocratie à terme si des excités en prennent le contrôle.

Oui, il est intolérable que des français au nom de ce mouvement bloquent les voies de circulation, détruisent des biens publics et privés, demandent la démission d'un président démocratiquement élu quel qu'il soit, agressent des représentants de la république...Si des personnes désirent manifester, ils doivent pouvoir le faire dans le respect de la loi sans entraver la liberté des autres en imposant leurs vues par la force (imposition de porter un gilet pour franchir un barrage lui-même liberticide car entravant la liberté de circuler d'autres personnes).

De même un groupement de personnes, quel qu'il soit, ne peut s'attribuer le titre de représentants du peuple. Il n'est qu'une composante de ce peuple. Dans une démocratie représentative ou participative, la désignation passe par des élections libres et démocratiques.

Mais CAL ne peut être sourd à la crise actuelle et se doit de continuer les actions en cours vers la jeunesse principalement. C'est la clef pour l'avenir.

Mais en plus, il doit être plus actif vers les zones problématiques et vers la ruralité (nous avons prévu des actions en ce sens) question : comment être utile dans ces zones déshéritées ? Ce n'est pas simple, Il faut cogiter.

Mais aujourd'hui que le mouvement des gilets jaunes a été abandonné aux éléments les plus violents, CAL doit être attentif aux attaques contre la démocratie, la société et défendre l'état de droit sans bien sûr avoir des attitudes sectaires en son sein. Les membres de CAL ont leurs propres

convictions, sociale, politique, économique et religieuse qui doivent être respectées.

Équilibre à trouver entre l'engagement d'une association et le respect des convictions de chacun dans cette association.

La crise sociale actuelle (somme toute mineure par rapport à d'autres préoccupations) ne doit pas nous faire oublier des enjeux autrement essentiels pour l'avenir : l'environnement, la construction européenne, la faim dans le monde, l'équilibre du monde...

CAL n'est pas un parti politique mais en son sein on trouve des personnes attachées aux concepts suivants : à la liberté, l'égalité, la fraternité, la laïcité. A ce titre, il n'a pas à s'engager de façon partisane sur ces sujets. En revanche, il doit, à mon sens, participer à alimenter le débat pour que les citoyens puissent choisir en connaissance de cause et non sur des éléments tronqués ou mensongers.

L'engagement sur des sujets complexes nécessite que soit bien connu le sujet concerné. Exemples : fonctionnement de L'UE, utilisation pacifique du nucléaire, OGM, réchauffement climatique, problèmes financiers etc.

CAL doit être présent pour organiser des journées de réflexion, des débats ouverts largement sur l'extérieur et pas seulement sur nous-mêmes.

Pour cela, et dans cette optique, nous devons nous associer encore plus fortement avec ceux qui partagent les valeurs énoncées.